

Le monde serait meilleur sans le blocus

Condamnation retentissante du blocus américain par les États membres de l'ONU



- **Les États-Unis isolés en raison de l'héroïque résistance du peuple cubain et du soutien des peuples du monde**
 - **Débat à l'Assemblée générale de l'ONU sur la résolution contre le blocus**
- **Discussion avec l'ambassadeur de Cuba au Canada sur le 30e vote à l'ONU pour mettre fin au blocus contre Cuba**

Vidéo

- **Cuba, mieux sans le blocus – Actions en appui à Cuba et au vote de l'ONU**
– Jeunes pour le renouveau démocratique –

Le monde serait meilleur sans le blocus

Condamnation retentissante du blocus américain par les États membres de l'ONU

Cette année marque les 60 ans des sanctions économiques, financières et commerciales qui constituent le blocus des États-Unis que Cuba a été contrainte d'endurer et que l'Assemblée générale des Nations unies condamne pour la 30e année de suite par un vote à majorité écrasante en faveur de la résolution de Cuba demandant la levée du blocus.



Le vote du 3 novembre a été comme suit : 185 pays en faveur de la résolution, deux opposés (les États-Unis et Israël) et deux abstentions, le Brésil et l'Ukraine. À comparer avec le vote de 2021 : 184 pays en faveur de la résolution (les États-Unis et Israël) et trois abstentions, soit le Brésil, la Colombie et l'Ukraine.

Le vote valide la position de Cuba qui dénonce le blocus comme un acte de guerre en temps de paix et le plus grand obstacle à son développement. Le ministre cubain des Relations étrangères, Bruno Rodríguez, a déclaré récemment que les sanctions économiques, commerciales et financières « sont des actions unilatérales, coercitives et illégales, du point de vue du droit international, du droit national qui régit la conduite de ces banques et du point de vue des normes universellement acceptées du système financier international. »

Le PCC(M-L) adresse ses plus chaleureuses félicitations au peuple cubain, à ses dirigeants et à son personnel diplomatique à l'ONU pour avoir obtenu un nouveau rejet international décisif du blocus américain.

Cette victoire est révélatrice non seulement de la nature scandaleuse et criminelle du blocus, mais aussi de l'habileté à présenter chaque année la résolution de manière irréfutable, rendant inefficace la désinformation impérialiste américaine et garantissant que même les proches alliés des États-Unis ne peuvent être perçus comme soutenant le blocus.

Le large soutien international que Cuba reçoit chaque année est également révélateur de l'énorme prestige dont jouit Cuba en raison de son internationalisme sans égal et de sa défense des principes de l'ONU, de sa Charte, de ses procédures et de ses organes, ainsi que de la primauté du droit international.



La victoire appartient également au mouvement de solidarité internationale, qui joue un rôle important pour établir des liens de peuple à peuple avec Cuba et influencer la politique étrangère de tous les pays afin de maintenir des relations amicales et coopératives avec Cuba.

Cuba et ce qu'elle représente pour les peuples du monde contrastent avec l'isolement des États-Unis sur la scène mondiale d'une part et la condamnation de leur politique étrangère de diktat, de

chantage et de brutalité par les nations du monde de l'autre.

Cette victoire à l'ONU confère une autorité morale importante à tous ceux qui sont aux côtés de Cuba et s'opposent à la dictature impérialiste américaine selon laquelle la force fait le droit, et donne un élan au travail pour mettre fin au blocus une fois pour toutes.



Les États-Unis isolés en raison de l'héroïque résistance du peuple cubain et du soutien des peuples du monde

Cette année est le 60e anniversaire de la proclamation qui a officialisé le blocus économique criminel des États-Unis contre Cuba. C'est également la 30e année du vote à l'Assemblée générale des Nations Unies sur la « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique ». Chaque année depuis 1992, une résolution contre ce blocus criminel a obtenu le soutien de la grande majorité des États membres de l'ONU.

Depuis, dans leurs interventions à l'Assemblée générale des Nations unies, de nombreux États membres ont souligné que le vote de la résolution est un appel collectif de la communauté internationale à respecter les principes directeurs de l'ONU et de sa Charte, que le blocus constitue une forme de terrorisme économique qui entrave le développement économique non seulement de Cuba mais de toute la région et que la résolution appelle au respect des principes de non-ingérence et de non-intervention dans les affaires intérieures d'autres pays.



Des études juridiques ont également souligné que, depuis la seconde moitié du XXe siècle, des embargos ont souvent été imposés à l'initiative des États-Unis et du Conseil de sécurité des Nations unies au mépris des règles les plus élémentaires du droit international. Elles soulignent également le caractère extraterritorial des lois nationales américaines telles que Helms-Burton qui

sanctionnent les acteurs économiques étrangers qui ne se plient pas aux exigences du Congrès des États-Unis. En soi, cela constitue d'une violation du principe de souveraineté énoncé dans l'article 2 de la Charte des Nations unies, qui stipule que l'ONU est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses membres.

Malgré tout cela, les représentants des États-Unis continuent de croire qu'ils ont le pouvoir de se présenter à l'Assemblée générale de l'ONU et de critiquer l'ensemble de la communauté internationale pour sa position contre le blocus contre Cuba et pour défendre les principes fondateurs de l'ONU. L'an dernier, par exemple, le porte-parole des États-Unis, Rodney Hunter, a déclaré : « Comme avec les autres États membres, les États-Unis déterminent leurs relations économiques avec d'autres pays en fonction de leurs intérêts nationaux. Les sanctions sont un moyen légitime d'atteindre des objectifs de politique étrangère, de sécurité nationale et d'autres objectifs nationaux et internationaux, et les États-Unis ne sont pas les seuls à le penser ou à le faire.



Les États-Unis sont effectivement seuls, isolés mais convaincus d'être la nation indispensable qui donne les ordres, à l'encontre des principes mêmes qu'ils prétendent défendre. Les États-Unis persistent à défendre leur doctrine de la Destinée Manifeste, qui est une autre forme d'autorité donnée par Dieu pour conquérir et piller. Cette expression a été inventée en 1845 pour propager l'idée que les États-Unis sont destinés - par Dieu, selon ses disciples - à étendre leur domination et à répandre la démocratie et le capitalisme sur tout le continent nord-américain et au-delà.

Aujourd'hui, l'isolement des États-Unis sur la question du blocus est dû avant tout à la résistance héroïque du peuple cubain et au soutien qu'il a obtenu au cours des années pour sa position de principe. L'isolement des États-Unis vient aussi de l'expérience vécue par les nations face à l'ingérence, au pillage, au changement de régime et à l'agression des États-Unis. Le vote contre le blocus apparaît comme une marque de l'isolement des États-Unis et de l'opposition des nations et des peuples au diktat, au chantage et à la brutalité des États-Unis dans leur manière de conduire les affaires étrangères. Le monde serait certainement mieux sans le blocus et sans l'ingérence, l'intimidation et la stratégie de la corde raide des États-Unis.



Débat à l'Assemblée générale de l'ONU sur la résolution contre le blocus

Le 2 novembre, la République de Cuba a présenté son rapport annuel à l'Assemblée générale de l'ONU, soulignant qu'après six décennies, cette politique a infligé des dommages cumulatifs, selon les prix actuels, d'un total de 154,2 milliards de dollars. Les interventions sur la résolution par les États membres de l'ONU ont eu lieu à l'Assemblée générale du 2 au 3 novembre.

Le ministre des Relations extérieures de Cuba, Bruno Rodriguez Parrilla, a dit au sujet de la résolution que 80 % de la population cubaine était née sous le joug du blocus. Depuis 2019, le gouvernement américain a intensifié son embargo.



Il a expliqué que pendant la pandémie, le blocus a été renforcé, occasionnant encore plus de délais dans la livraison de l'équipement médical nécessaire. En dépit des ressources limitées, Cuba a coopéré avec d'autres pays, envoyant des brigades médicales pour venir en aide. Ce qui persiste aussi, a-t-il dit, est l'inclusion de Cuba sur la liste unilatérale du département d'État américain des pays qui parrainent le terrorisme. Le ministre Rodriguez a souligné que Cuba rejette toute forme de terrorisme.

L'administration américaine actuelle n'a pas de politique cubaine, a poursuivi Rodriguez. Elle continue plutôt d'exercer la politique de la « pression maximale » initiée par l'administration de Donald Trump. Au cours des derniers mois, elle a fait quelques pas dans la bonne direction pour alléger certaines restrictions, mais le blocus continue d'être l'élément central définissant la politique Cuba-États-Unis.

Interventions du 2 novembre

S'exprimant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et s'alignant sur le Mouvement des pays non alignés (NAM) et le Groupe des 77 pays en développement et la Chine, le représentant de Singapour a exhorté les États-Unis à lever leurs embargo commercial et financier sans délai.

La représentante de la République dominicaine, au nom du Système pour l'intégration de l'Amérique centrale (SICA), a réitéré ses vœux les plus sincères pour le mieux-être et la prospérité du peuple cubain. Elle a dit que le blocus, en plus de miner la capacité de Cuba à surmonter les impacts actuels de la pandémie, a, au cours des dernières trois décennies, entravé son projet national visant à réaliser le développement durable, et a souligné qu'en dépit du blocus, Cuba a, malgré tout, la capacité de produire et de distribuer des vaccins contre la COVID-19.

S'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), la représentante de l'Argentine a fermement rejeté l'application par les États-Unis de lois et de mesures contraires au droit international, telles que la *Loi Helms-Burton*, avec leurs répercussions extraterritoriales. Elle a rejeté l'inclusion injuste de Cuba sur la liste des États-Unis des États parrainant le terrorisme, affirmant que c'était tout à fait sans fondement. À titre de représentante nationale, elle a souligné que le blocus est en violation du droit international, se pose en obstacle aux droits fondamentaux et empêche le développement économique et social du peuple cubain. Il bloque encore plus l'inclusion de Cuba dans l'économie mondiale en restreignant l'accès aux financements concessionnels (à des taux de marché inférieurs accordés par les institutions financières aux pays en développement), aux transferts technologiques, à la mobilisation de capital extérieure et à l'investissement étranger direct, entre autres. L'inclusion de Cuba sur la liste des États parrainant le terrorisme, a-t-elle poursuivi, a accru les effets de l'intimidation sur les restrictions associées au blocus et a affaibli davantage la capacité de Cuba de développer des relations financières et commerciales avec des partenaires internationaux.

Le représentant du Pakistan a parlé au nom du Groupe des 77 et la Chine. Il a exprimé comment il trouvait regrettable que le blocus imposé par les États-Unis depuis plus de six décennies soit toujours en vigueur. Le Groupe des 77 et la Chine, a-t-il dit, agit dans le plus grand respect des

principes de la Charte des Nations unies, en particulier ceux touchant à l'égalité souveraine des États et la non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun. Il est de la responsabilité de chaque État membre de respecter ces principes, a-t-il souligné, appelant à la fin immédiate des sanctions unilatérales.

Le représentant des Bahamas, s'exprimant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), et s'associant au Groupe des 77 pays plus la Chine et le NAM, a appelé à lever le blocus économique, commercial et financier unilatéral contre Cuba. Il a dit que le blocus se poursuit à l'encontre du droit international et de 29 résolutions de l'Assemblée générale, et que les États-Unis, CARICOM et Cuba ont tous un intérêt commun dans une Caraïbe pacifique sous-tendue par des relations amicales entre États de la région, sur le respect réciproque et le respect pour le droit international.

Le représentant de l'Égypte, s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), a dit qu'il était particulièrement préoccupant que malgré l'appel massif lancé année après année pour mettre fin au blocus, celui-ci n'a pas pris fin et est plus fort que jamais. Il a dit qu'il se joignait une fois de plus aux appels de la majorité écrasante des États membres à mettre fin au blocus.

La représentante de l'Érythrée, s'exprimant au nom du Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations unies, a déclaré que le blocus injuste et abusif constitue l'une des violations les plus graves, prolongées et systématiques du droit international et de la Charte des Nations unies. En plus d'être moralement et politiquement honteux dans sa tentative de subjuguier un petit pays pacifique et solidaire, le blocus transgresse l'article 1 de la Charte en violant les droits des Cubains à conduire leurs affaires intérieures de manière souveraine sans ingérence. Il empêche également d'autres États de développer librement des liens commerciaux avec Cuba. Le blocus contrevient de plus à l'article 2 en menaçant l'indépendance politique de Cuba. Elle a déclaré : « Le rejet de cette aggravation de la situation du peuple cubain n'est pas une question de sympathies ou d'idéologies. Il s'agit de défendre la justice, le droit international et le sens élémentaire d'humanité qui doit prévaloir. »

Le représentant de l'Azerbaïdjan, s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés (NAM), a déclaré que ce dernier a toujours eu pour position de principe de rejeter les mesures coercitives unilatérales qui ne sont pas autorisées par les organes compétents des Nations unies, qui sont incompatibles avec les principes du droit international ou de la Charte ou qui contreviennent aux principes fondamentaux du système commercial multilatéral et qui sont utilisées comme un outil de pression politique ou économique et financière contre les États, en particulier les pays en développement.

S'exprimant au nom du Groupe régional des États d'Afrique de l'ONU, le représentant du Mozambique a déclaré que, pour la treizième fois, les chefs d'État et de gouvernement présents à la session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine en février ont réitéré leur position et demandé la levée des sanctions contre le gouvernement et le peuple de Cuba. Il a réitéré la position de l'Union africaine selon laquelle les sanctions illégales, notamment la *Loi Helms-Burton*, titre III, sont les principaux obstacles à la réalisation par Cuba du Programme 2030 de l'ONU.

Les représentants du Mexique, du Venezuela, du Honduras, de la Russie, de la Chine, de la Bolivie, de la Namibie, de la Dominique, de Trinité-et-Tobago, des Philippines, de la République populaire démocratique de Corée, de la Biélorussie, du Vietnam, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, de la Guinée équatoriale, de la Syrie, de la Colombie, de la Guyane, du Kenya, de l'Iran et du Cambodge ont tous pris la parole pour soutenir Cuba et la levée du blocus américain.

Le président de Cuba, Miguel Diaz-Canel Bermudez, a salué les gestes de solidarité avec Cuba à l'Assemblée générale des Nations unies. Il a déclaré qu'ils prouvaient l'auto-isolement des États-

Unis dans l'imposition de leur politique de sanctions. Il a également exprimé sa gratitude aux anciens dirigeants d'Amérique latine et des Caraïbes qui ont envoyé une lettre au président américain Joe Biden pour l'exhorter à lever le blocus et à retirer Cuba de la liste noire unilatérale des États-Unis des États qui parrainent le terrorisme.

Interventions du 3 novembre

La représentante de Saint-Kitts-et-Nevis a salué les précédentes mesures prises par Cuba et les États-Unis pour normaliser leurs relations diplomatiques, notamment le retrait en 2015 de Cuba de la liste des États parainant le terrorisme par les États-Unis. Cependant, il est regrettable que plusieurs revirements aient été effectués depuis et que le blocus soit toujours une réalité. Selon elle, cet embargo injuste enfonce un pieu dans le cœur du droit international et tourne en dérision les principes de souveraineté et de non-intervention qui régissent les relations entre États et qui sont protégées par la Charte des Nations unies. Le blocus entrave gravement la capacité de Cuba à s'engager pleinement dans la communauté internationale et à fournir de manière adéquate des services publics de base à sa population et, par là même, ses aspirations à atteindre les Objectifs de développement durable.

La représentante de la Grenade a déclaré que le moment était venu de renouveler l'engagement de la communauté internationale envers les principes de la Charte des Nations unies et du droit international. L'embargo sur Cuba met en péril ces normes et contredit les principes de la Charte. La Grenade reconnaît l'égalité souveraine des États et se joint au reste de l'Assemblée générale pour demander la levée immédiate du blocus contre Cuba, ce qui faciliterait la transition économique dans ce pays, a-t-elle déclaré. Une majorité écrasante des États membres partage l'opinion selon laquelle les effets de l'embargo sont délétères pour la façon dont les Nations unies mènent leurs activités à Cuba. Ce pays a toujours tendu une main secourable aux nations en développement, a-t-elle déclaré, ajoutant que la levée de l'embargo est essentielle à la paix mondiale que tous souhaitent. L'engagement constructif et la reprise des négociations sont les seuls moyens acceptables pour atteindre la paix et la stabilité et créer les conditions d'une coexistence pacifique.

Le représentant de l'Afrique du Sud, s'alignant sur le Groupe africain, le Mouvement des pays non alignés et le G77+Chine, a souligné le rôle de premier plan joué par Cuba dans la défense des droits des pays en développement, l'assistance à ceux qui sont dans le besoin et l'engagement en faveur de la coopération Sud-Sud. Il a souligné que l'embargo n'a fait qu'étouffer la croissance et le potentiel socio-économiques du peuple cubain, lui causer d'immenses difficultés et le priver de ses droits les plus fondamentaux. Il a insisté que les États membres qui croient en la nature universelle, inaliénable, indivisible, indépendante et interdépendante des droits humains doivent se joindre à cette cause.

Le représentant de la République démocratique populaire lao a appelé à mettre fin au blocus. Dans le contexte international actuel de défis multiformes, la communauté internationale doit fournir tout le soutien nécessaire et les conditions propices pour que Cuba, comme État membre souverain et indépendant, et son peuple déterminent leur propre voie de développement, a-t-il insisté. Il faut mettre un terme aux privations inutiles. Il a souligné que tous les États membres doivent redoubler d'efforts et d'engagement collectifs pour faire progresser le développement équitable et durable et promouvoir les droits légitimes des peuples, conformément aux principes et aux buts de la Charte.

Le représentant de la Malaisie, s'associant à l'ASEAN, au Mouvement des pays non alignés, au G77+Chine et à l'OCI, a réitéré l'opposition de son pays à l'imposition de mesures coercitives unilatérales contre tout pays. De telles mesures sont contraires au droit international, au droit international humanitaire, à la Charte des Nations unies et aux normes et principes des relations

pacifiques entre les États. Il a souligné que ces mesures sont contraires à l'esprit même du Programme 2030 qui vise à ne laisser personne de côté. Les mesures coercitives unilatérales ne feront que causer des problèmes sociaux et aggraver la situation humanitaire, et pour cette raison, les États-Unis et Cuba doivent résoudre leurs différends par la négociation.

Le représentant du Nicaragua, s'associant au G77+Chine, au NAM, à la CELAC, au SICA et au Groupe des Amis pour la Défense de la Charte des Nations unies, a déclaré que le blocus de Cuba est inhumain. Cuba, grâce à sa conscience, son esprit révolutionnaire, sa conviction socialiste et son engagement envers le monde, a pu se tenir aux côtés des pays développés qui la sanctionnent en produisant des vaccins et en aidant « nos peuples en développement ». Le blocus a eu de graves effets sur le système de santé cubain et est cruel et génocidaire par nature. Il vise à étouffer l'économie, à violer les droits humains et à saper les efforts du courageux peuple cubain qui cherche à mettre en oeuvre le Programme 2030. Il a exhorté les États-Unis à entamer un dialogue respectueux pour résoudre les questions bilatérales en suspens avec Cuba sur la base de l'égalité des États, du respect de la souveraineté et de l'indépendance.

Le représentant de l'Inde a déclaré que, chaque année, l'Assemblée générale a rejeté l'imposition de lois et de règlements ayant un impact extraterritorial et a appelé tous les États à ne pas promulguer et appliquer de telles lois et mesures à d'autres États, dans le respect du droit international. L'existence de l'embargo sape le multilatéralisme et la crédibilité des Nations unies elles-mêmes. Il a déclaré que l'Inde est solidaire de l'Assemblée et de son rejet sans ambiguïté de telles lois. De tels embargos entravent le développement socio-économique du pays concerné ainsi que la jouissance de droits humains tels que les droits à l'alimentation, à la santé et à l'éducation, entre autres. Ils touchent aussi majoritairement les femmes et les enfants. Le maintien de l'embargo contre Cuba aurait un impact sérieux sur la capacité de ce pays à atteindre les Objectifs de développement durable. Il a déclaré que la communauté internationale doit intensifier ses efforts pour promouvoir un environnement exempt de sanctions et d'embargos.

Le représentant du Gabon a déclaré qu'aucune nation ne devrait être punie et exploitée par une autre. Le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba depuis plus de 60 ans est un acte punitif contre ce pays. Il entrave le développement de Cuba et de la région dans son ensemble. Le blocus a entraîné des difficultés excessives pour le peuple cubain, exerce des pressions extraordinaires sur l'économie cubaine et limite sa capacité à transporter des marchandises. Compte tenu de la nature pacifique et coopérative de Cuba, le Gabon continuera à réaffirmer son soutien au peuple cubain. Il a appelé à la fin urgente de l'embargo, qui ne fait qu'alimenter les tensions et détériorer davantage les relations entre Cuba et les États-Unis. Il a déclaré : « C'est une source permanente de préoccupation pour toute la sous-région. »

Le représentant du Zimbabwe a déclaré : « Chaque année, nous parlons de l'impact dévastateur du blocus sur le peuple cubain, mais nous ne voyons aucun effort pour lever les restrictions », soulignant la nécessité de mettre fin au blocus conformément au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. Au fil des ans, Cuba a déployé des équipes médicales pour aider de nombreux pays, dont le Zimbabwe, à développer leurs systèmes de santé et à combattre la pandémie de COVID-19, malgré ses capacités limitées en raison du blocus. Le Zimbabwe lui-même a enduré plus de deux décennies de sanctions imposées par certains pays occidentaux, qui ont eu des effets dévastateurs sur la population zimbabwéenne. Il a appelé à la levée du blocus contre Cuba, en particulier à la suite de la crise de la COVID-19 et des crises alimentaire, énergétique et financière mondiales.

La représentante des Fidji a déclaré être préoccupée par l'absence de progrès de l'Assemblée générale dans la levée de l'embargo. Elle a condamné toutes les formes de mesures coercitives unilatérales, de sanctions ou d'embargo de quelque nature que ce soit qui entravent le

développement socio-économique d'une nation amie. Les défis du développement n'ont fait que se multiplier pour les petits États insulaires en développement qui sont de plus en plus à la merci du changement climatique, de l'élévation du niveau de la mer induite par le climat ou d'autres catastrophes liées au climat. L'embargo est une politique d'exclusion qui prive les Cubains du droit d'exister librement ainsi que du droit à l'alimentation, au développement et au commerce, entre autres droits. Elle a appelé tous les États à continuer à soutenir la résolution en faveur de Cuba.

Ont également pris la parole en faveur de la résolution le Pérou, l'Éthiopie, le Congo, le Panama, la Jamaïque et l'Algérie, dont beaucoup ont parlé en termes élogieux de l'aide qu'ils ont reçue de Cuba malgré les difficultés causées par le blocus.

Après le vote, plusieurs pays ont expliqué les raisons pour lesquelles ils avaient voté comme ils l'avaient fait, y compris le représentant de la République tchèque qui a dénigré Cuba, tandis que le Timor-Oriental, le Sri Lanka, Nauru, les îles Salomon et l'Indonésie ont tous parlé de leur vote de principe en faveur de la résolution. Rien n'indique que le Canada se soit exprimé sur cette question à quelque moment que ce soit.

Le représentant des États-Unis a renversé la réalité à l'envers et dit lorsque les États-Unis violent le droit international et les droits humains du peuple cubain par toutes les façons possibles, c'est une indication de leur engagement envers « la poursuite de la liberté, de la prospérité et d'un avenir plus digne ». Le communiqué de presse de l'ONU indique qu'« il s'est joint aux partenaires internationaux pour exhorter le gouvernement cubain à libérer immédiatement et sans condition les prisonniers politiques et à protéger la liberté d'expression et le droit de réunion pacifique de tous les individus à Cuba ». Les États-Unis devraient de toute évidence suivre leur propre conseil qui s'applique à eux et non à Cuba.

La discussion s'est terminée après que Cuba a exercé son droit de réponse au représentant des États-Unis. Cuba a déclaré que le point de l'ordre du jour ne devrait pas être détourné par des allégations fallacieuses des États-Unis, alors que l'Assemblée a envoyé à une écrasante majorité un message pour mettre fin de toute urgence au blocus.

Le représentant des États-Unis a déclaré que son gouvernement est préoccupé par la situation critique du peuple cubain. Pourtant, comment pourrait-il justifier qu'il utilise la pandémie pour renforcer le blocus, a demandé le représentant de Cuba. Il a rejeté la campagne américaine de désinformation dirigée contre Cuba, réfutant les affirmations concernant les personnes détenues en juillet 2021 pour avoir tenté de subvertir l'État cubain. Il a noté que les États-Unis ont détenu plus de 800 personnes à la suite des événements survenus à Washington le 6 janvier 2021, demandant si aucun autre pays n'a le droit de défendre également ses institutions. Il a déclaré que les forces de changement de régime externe ne seront pas autorisées à subvertir le système politique que les Cubains ont librement choisi et Cuba continuera à renforcer son cadre législatif et institutionnel pour protéger les droits de l'homme et assurer le plein respect de ses lois.

Le représentant de Cuba a ajouté que les autorités cubaines ont fourni suffisamment d'informations pour corroborer le respect de la procédure régulière à l'intérieur des frontières du pays. Les seules arrestations arbitraires et détentions prolongées en prison sur le territoire cubain sont celles du gouvernement des États-Unis à la base navale de la baie de Guantanamo. Un pays où règnent le racisme, la xénophobie, la calomnie et le mensonge, où l'argent et les intérêts des entreprises définissent qui est élu, ne peut pas donner de leçons de démocratie à Cuba. Cuba n'acceptera pas ce type de questionnement, en particulier lorsqu'il est utilisé pour justifier les mesures coercitives unilatérales les plus longues et les plus étendues qui aient été imposées à un pays. Les États-Unis devraient plutôt examiner leur propre racisme, répression, brutalité policière, prisons secrètes, arrestations extrajudiciaires et recours à la torture à l'intérieur de leurs frontières.

Le représentant de Cuba a conclu en déclarant directement que le représentant des États-Unis ment lorsqu'il parle de l'aide à Cuba. Les paiements auxquels il fait référence sont effectués de manière cynique pour subvertir le système. Il existe des preuves irréfutables que le blocus entrave l'envoi d'aide à Cuba, notamment de la part de pays tiers. Cuba a fait face avec fermeté et créativité à l'application de l'embargo économique, commercial et financier qui a été opportunément aggravé par la pandémie, a-t-il dit, ajoutant que le peuple cubain n'a pas cédé aux campagnes médiatiques subversives des États-Unis. Il a déclaré : « Rien ne suffira à éroder notre détermination à résister, à lutter et à vaincre. »

(Avec des informations provenant des communiqués de presse de l'Assemblée générale de l'ONU).



Discussion avec l'ambassadeur de Cuba au Canada sur le 30e vote à l'ONU pour mettre fin au blocus contre Cuba



Ottawa

Vendredi 4 novembre -- 19 h

Friends House, 91A Fourth Ave.

Organisé par Ottawa-Cuba Connections

Pour information: ottawacubaconnections@gmail.com

ou outaouaiscuba@yahoo.ca

Le vendredi 4 novembre Ottawa-Cuba Connections (OCC) et Outaouais-Cuba se joindront à Son Excellence Hector Igarza, ambassadeur de la République de Cuba au Canada pour discuter des résultats du vote des 2 et 3 novembre à l'Assemblée générale des Nations de l'ONU sur la « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique ».

Tout le monde est le bienvenu !



Vidéo

Cuba, mieux sans le blocus – Actions en appui à Cuba et au vote de l'ONU

– *Jeunes pour le renouveau démocratique* –



www.pccml.ca • redaction@cpcml.ca